

ÉTUDE

Les archives du réseau institutionnel canadien-français conservées au Québec et à Ottawa, 1834- 1973

**François Dumas
Louis Garon
Marie Léveillé**

INTRODUCTION

Lorsqu'on nous a proposé de tracer un portrait des archives du réseau institutionnel canadien-français conservées au Québec et à Ottawa, il faut reconnaître que nous en possédions une connaissance plutôt sommaire. Nous avons, bien sûr, entendu parler d'organisations associées de près ou de loin à ce réseau, mais nous ignorions à peu près tout de leur nombre, des circonstances de leur fondation, de leur rayonnement et des domaines d'activités dans lesquels elles avaient choisi d'œuvrer. Quant aux lieux de conservation de leurs archives, inutile de dire qu'à quelques exceptions près ils nous étaient inconnus.

L'histoire

Pour y voir plus clair, il nous a donc fallu renouer avec cette période de notre histoire et nous plonger dans une atmosphère dont seuls les plus âgés ont gardé le souvenir. En effet, ceux qui n'ont pas vécu à l'époque où l'appellation de Québécois était réservée aux habitants de la ville de Québec peuvent difficilement imaginer les traits dominants de l'identité canadienne-française, une identité qui, après la défaite des élites laïques en 1837-1838 et leur remplacement par le clergé et son réseau d'influence, était indissociable de la religion catholique.

Un survol de l'histoire des Canadiens français montre en effet qu'en raison d'une perception messianique de leur rôle, ceux-ci se sont vus investis de la mission

de répandre le catholicisme et la culture française en Amérique du Nord. Au nom de la survivance, ils ont dû aussi résister à l'assimilation par la majorité canadienne-anglaise en se donnant des institutions à leur image, c'est-à-dire catholiques et françaises, et combattre la déstructuration sociale entraînée par la vie urbaine en privilégiant l'agriculture familiale comme l'occupation la plus apte à assurer leur cohésion. Les Canadiens d'origine française formaient alors une communauté nationale qui dépassait les frontières provinciales, dans un pays dont la double culture nationale découlait d'un pacte conclu entre deux peuples fondateurs.

Cette conception de la société canadienne-française fondée sur les caractéristiques traditionnelles de la foi, de la langue et de la patrie n'était toutefois pas partagée par tous et, à partir du XX^e siècle surtout, des groupes d'individus inspirés par des courants de pensée venus de l'extérieur mirent de l'avant des projets qu'ils jugeaient plus conformes aux nouveaux besoins de cette société. Le développement de l'enseignement universitaire, l'accès aux études supérieures à l'étranger et la multiplication des contacts qui s'ensuivit concoururent ainsi à l'éclosion d'aspirations davantage liées au désir de profiter des bienfaits d'un monde en pleine évolution qu'à « la défense de la race ». Au cours des années 60, il s'est produit deux événements majeurs qui ont modifié le regard que la société canadienne-française portait sur elle-même. En premier lieu, l'Église, qui avait jusque-là défini presque à elle seule les caractéristiques fondamentales de cette société, dut céder sa place à de nouvelles élites. D'autre part, la tenue des États généraux de 1967 fragilisa les assises idéologiques et territoriales du Canada français en provoquant une fracture entre les Canadiens français du Québec et ceux des autres provinces sur la question de l'indépendance et de la revendication d'une identité québécoise distincte. Si l'effacement de l'Église s'est maintenu, la fracture ne semble pas avoir été si profonde qu'on l'a dit ou écrit puisque, toutes tendances confondues, plusieurs associations et sociétés de la période canadienne-française de notre histoire poursuivent toujours leur mission de rassembler les francophones du Québec et du Canada autour d'objectifs communs.

La méthodologie

Notre démarche a premièrement consisté à circonscrire précisément l'objet de notre recherche, ce qui nous a conduits à établir un certain nombre de critères de sélection tant sur le plan des institutions recherchées que sur celui des archives à recenser.

Critères de sélection des institutions

- Les institutions devaient naturellement avoir contribué (ou avoir voulu contribuer) à l'édification du Canada français, c'est-à-dire à la constitution, au développement et à l'affirmation d'une « identité canadienne-française », et ce, quels que soient le milieu ou le domaine particulier de leurs activités. Cette contribution pouvait s'être exprimée de manière concrète par les actions et les réalisations des institutions ou alors elle devait s'être clairement reflétée dans l'énoncé de leur mission et dans la poursuite de leurs objectifs.
- Les institutions devaient idéalement avoir œuvré dans tout le Canada français, à tout le moins sur le territoire de deux provinces, dont obligatoirement le Québec.

Étaient donc exclus tous les organismes dont la présence ne s'était manifestée que sur le territoire d'une seule province ainsi que les organismes qui ne s'étaient pas, minimalement même, implantés au Québec. Ce critère impliquait donc que les institutions devaient avoir eu une direction nationale canadienne, avec une ou plusieurs sections locales ou régionales.

- Les institutions devaient enfin avoir été créées entre 1834 et 1973, période durant laquelle l'historiographie situe généralement l'existence du Canada français, soit : de l'émergence de l'idée d'une société nationale (la Société Saint-Jean-Baptiste fut finalement fondée en 1842) à la dissolution, par le gouvernement du Québec, de son Service du Canada français d'outre-frontières.

Critères de sélection des archives

- Les unités archivistiques recherchées étaient des fonds d'archives uniquement. Étaient donc d'emblée exclus les documents d'archives appartenant à des niveaux inférieurs (par exemple et en particulier : les archives d'un organisme formant l'une des séries du fonds d'archives de son fondateur).
- Les fonds d'archives recherchés étaient ceux des institutions elles-mêmes et non des individus qui pouvaient avoir collaboré, souvent même de façon extraordinaire, à leur fondation, à leur évolution ou à leur rayonnement. Étaient donc exclus les fonds d'archives d'individus.
- Étaient par ailleurs inclus les fonds d'archives des sections locales ou régionales des institutions, ceux-ci s'étant d'ailleurs révélés à l'occasion les seules archives trouvées pour une institution donnée.

Une fois ces critères posés, la deuxième étape de notre démarche a consisté à choisir une méthode d'enquête et à déterminer les sources à partir desquelles notre recherche devait s'effectuer. Une première méthode possible consistait à trouver d'abord les institutions recherchées à l'aide des annuaires, répertoires et index disponibles, puis à chercher ensuite les archives de ces organismes en consultant les instruments de recherche des principaux services d'archives situés sur le territoire couvert. Presque à l'inverse, une seconde méthode consistait plutôt à explorer les ressources des principaux services d'archives sur le territoire, et à y repérer les fonds d'archives des institutions qui répondaient aux critères recherchés à même les descriptions fournies dans les instruments de recherche. Les avantages et les inconvénients de l'une et de l'autre méthode, de même que leur complémentarité, nous ont finalement conduits à opter pour une combinaison des deux, ce qui nous a semblé être le plus apte à garantir les meilleurs résultats dans le temps qui nous était imparti, avec les moyens et les ressources dont nous disposions.

À partir du *Répertoire des centres d'archives* publié par le Conseil canadien des archives, de la liste des membres de la Fédération des sociétés d'histoire du Québec, et de diverses autres listes fournies notamment par les Archives nationales du Québec, nous avons donc établi une liste des organismes les plus susceptibles de conserver les archives recherchées sur le territoire que nous devions couvrir, à savoir la ville d'Ottawa et le Québec. Présentée à l'annexe 2, la liste finale de ces organismes compte plus de cent institutions, regroupant entre autres : les principaux services d'archives des régions

de Montréal et de Québec ; tous les services d'archives agréés par le ministère de la Culture et des Communications sur l'ensemble du territoire du Québec ; un certain nombre de petits services d'archives et autres organismes détenteurs d'archives, dont plusieurs sociétés d'histoire principalement situées dans la grande région de Montréal.

La recherche proprement dite a ainsi consisté à explorer systématiquement les ressources archivistiques de ces organismes, en quête des fonds d'archives des institutions canadiennes-françaises qui répondaient aux critères que nous avons déterminés. Cette recherche s'est effectuée à partir des instruments de recherche généraux disponibles (état général, guide de dépôt, catalogue des fonds, liste des fonds et collections, etc.) et, lorsque possible, toujours à partir des sites Internet des organismes. Cette façon de procéder a eu l'avantage de réduire les déplacements au minimum. Elle a toutefois nécessité une familiarisation avec une variété de bases de données et autres outils électroniques, leurs particularités nous forçant chaque fois à concevoir un mode d'interrogation adapté à notre recherche et nous garantissant l'exhaustivité des résultats. Rares d'autre part sont les recherches sur Internet qui n'ont pas par ailleurs donné lieu à un ou deux appels téléphoniques (et à quelques occasions à des visites sur place) à des fins de vérification, d'éclaircissement ou d'obtention de renseignements supplémentaires. En l'absence de site Internet ou d'instrument de recherche pertinent, la recherche et la collecte des données s'est effectuée le plus souvent au moyen d'entrevues téléphoniques, de préférence avec les archivistes de référence des organismes.

Étant donnée la distance qui séparait les membres de l'équipe (Montréal et Québec), on ne compte pas d'autre part le nombre de communications (par courriel, téléphone, télécopieur) auxquels se sont livrés les auteurs pour réussir à coordonner leurs travaux et effectuer les suivis nécessaires tout au long de la recherche et de la rédaction. L'équipe s'est par ailleurs réunie trois fois au siège social du Centre de recherche Lionel-Groulx, pour des rencontres substantielles d'une journée complète.

LES PRODUCTEURS D'ARCHIVES : PERSPECTIVE HISTORIQUE

Organisations patriotiques

Hormis l'Église, l'organisation patriotique est celle qui a incarné le mieux les idéologies dominantes successives du messianisme nord-américain et de la survivance. Elle naît habituellement en réaction à une conjoncture ou à une situation particulière et éprouve en général de la difficulté à s'adapter à l'évolution de la société.

La Société Saint-Jean-Baptiste fait remonter ses origines au célèbre banquet du 24 juin 1834 où les principaux partisans de Papineau portèrent de nombreux toasts dont celui, expressément retenu par l'histoire, en hommage à la Saint-Jean-Baptiste « fête patronale des Canadiens » (Fonds Ludger Duvernay, document 225). En réalité, si l'idée de cette célébration et ses premières manifestations sont montréalaises, la première Société Saint-Jean-Baptiste fut fondée à Québec en 1842, tandis que celle de Montréal naquit officiellement en 1843 sous le nom d'Association Saint-Jean-Baptiste (Rumilly 1975, 51). Quoi qu'il en soit, l'idée fit rapidement son chemin puisque des sociétés du même nom apparurent bientôt au Québec, en Ontario et aux États-Unis, dont plusieurs

adoptèrent le modèle de la société de secours mutuels (*Almanach des Sociétés Saint-Jean-Baptiste du Canada et des États-Unis*, 1884, 37 ss). Malgré plusieurs tentatives, à l'occasion notamment des grands congrès anniversaires de 1874 et 1884, la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal ne réussit jamais à convaincre les autres sociétés de se constituer en fédération nord-américaine de telle sorte qu'elles conservèrent toujours une grande liberté d'action. Cela dit, la fête du 24 juin gagna en popularité au XIX^e siècle et y fut célébrée avec de plus en plus d'éclat, au point d'obtenir le statut de jour férié dans la province de Québec en 1925 (Statuts de la province de Québec, 1925). La Deuxième Guerre mondiale et la lutte contre la conscription furent à l'origine d'une tentative réussie de fédération des Sociétés Saint-Jean-Baptiste du Québec (Rumilly 1975, 510-511). Celle-ci ne put toutefois résister aux divergences croissantes et de plus en plus vives entre les partisans du fédéralisme canadien et ceux de l'indépendance du Québec qui eurent cours à partir des années 60. Les sociétés favorables à l'indépendance se regroupèrent alors dans le Mouvement national des Québécois, nom adopté en 1972 par la Fédération des Sociétés Saint-Jean-Baptiste du Québec. À travers tous ces événements, le rayonnement de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal ne cesse de surpasser celui de toutes les autres.

Au moment où se décidait le sort des écoles du Manitoba et où s'affrontaient Britanniques et Boers en Afrique du sud, de jeunes ecclésiastiques¹ cherchaient à éveiller la jeunesse des collèges classiques à la chose publique et au débat politique (Renaud c1972, 22-51). L'Association catholique de la jeunesse canadienne-française (ACJC), qui émergea de ces initiatives en 1904, est « le premier mouvement d'étudiants au Québec et aussi le premier mouvement d'allure moderne qui utilise toutes les techniques alors connues pour mobiliser des militants et promouvoir sa cause » (Hamelin et Gagnon 1984a, 190). Très active sur les plans de l'action patriotique (Renaud c1972, 119-120) et de la formation (congrès sur l'éducation, l'agriculture, l'industrie), diffusant ses orientations dans *Le Semeur*, l'ACJC réussit à intéresser de nombreux jeunes à des causes qui n'enflammaient auparavant que les adultes. Mais, en acceptant durant les années 30 de fédérer les mouvements d'action catholique spécialisés (Renaud c1972, 120), elle prit une orientation qui allait peu à peu briser son élan initial. Il y avait, en effet, une profonde incompatibilité entre ses objectifs nationaux et le mandat social des mouvements d'action catholique (Clément 1972, 88-89). Après la guerre, l'Association tenta de renaître de ses cendres, prenant en 1952 le nom d'Association de la jeunesse canadienne-française (AJC) et se repliant sur le Québec. Elle reprit alors ses activités de formation pendant que d'autres mouvements étudiants s'organisaient en vue de l'action politique.

L'Ordre de Jacques-Cartier fut fondé à Ottawa en 1926, un an avant que ne fût amendé le Règlement XVII, adopté quatorze ans plus tôt, qui interdisait, à toutes fins pratiques, le français comme langue d'enseignement dans les écoles de l'Ontario. Les fondateurs de l'Ordre, dont une majorité de fonctionnaires fédéraux, retinrent de cette expérience que la majorité anglophone cherchait à assimiler les minorités francophones et que le meilleur moyen de contrer cette menace était de créer une organisation capable de maintenir le secret sur l'identité de ses membres, sur ses objectifs et ses opérations. Jouissant de l'appui de la plupart des évêques canadiens-français – un de ses membres fondateurs était prêtre – qui lui assignèrent rapidement des aumôniers à

tous les niveaux, l'Ordre de Jacques-Cartier se répandit rapidement en Ontario, dans l'Ouest et les Maritimes. Mais c'est au Québec, où la menace de l'assimilation se faisait le moins sentir, qu'il recruta le plus grand nombre de membres (Laliberté c1983, 44). Sa situation de société secrète au caractère résolument catholique et français en faisait le seul organisme capable de s'adresser à tous les Canadiens français, quelles que soient leurs opinions politiques et leurs classes sociales (Laliberté c1983, 152). En revanche, à mesure qu'augmenta son influence, l'Ordre développa une tendance à noyauter à son avantage des associations qu'il s'était engagé à soutenir (Cyr 1964, 5-54, 62). Contrairement à d'autres organisations canadiennes-françaises, il ne survécut pas au nouveau nationalisme québécois des années 60. Rappelons que l'Ordre de Jacques-Cartier contribua notamment au développement des caisses populaires et des compagnies d'assurances canadiennes-françaises ainsi qu'à la fondation de la Société Richelieu (Cyr 1964, 122-123) et de l'Association canadienne des éducateurs de langue française (Laliberté c1983, 166).

Le Conseil de la vie française en Amérique s'inscrit dans la même idéologie de la survivance que l'Ordre de Jacques-Cartier, mais il l'étend à l'Amérique du Nord. Créé à l'issue du Deuxième Congrès de la langue française organisé en 1937 par la Société du parler français au Canada et formé au départ de représentants du Canada et des États-Unis, le Conseil est chargé de faciliter la communication entre les francophones du continent et d'assurer « la promotion et le développement de la langue, de la culture et des activités propres à la vie française au Canada et dans d'autres pays d'Amérique » (Ville de Québec 1997, 1). Le Conseil déploya ses efforts sur deux fronts : l'aide aux minorités francophones et la défense de la dualité canadienne. Dans le premier cas, il devint le principal organisateur de campagnes de souscription publiques en faveur des minorités françaises hors Québec (stations de radio dans l'Ouest, presse acadienne, aide au maintien des institutions locales : écoles, hôpitaux, paroisses) et de programmes d'échanges culturels. Dans le second, il travailla à convaincre le gouvernement canadien de reconnaître la dualité nationale culturelle du pays et de répandre le bilinguisme dans les institutions fédérales. Dans ce domaine, il semble avoir préféré les démarches discrètes à la mobilisation populaire, par crainte de susciter l'opposition ouverte de la majorité canadienne-anglaise (Martel 1998, 15-16). Le Conseil demeure le seul organisme existant dont la mission essentielle consiste à promouvoir les liens entre les Québécois d'origine française et les francophones canadiens et américains.

Arts et lettres

Nous connaissons l'existence au XIX^e siècle de plusieurs cercles littéraires et artistiques qui réunissaient, de manière plus ou moins informelle, une petite élite intellectuelle désireuse de partager des goûts et des plaisirs peu prisés par la société de l'époque. À partir du XX^e siècle, la société canadienne-française manifeste beaucoup plus d'ambition.

Lettres

Le monde des lettres fut à l'origine de sociétés aux intérêts assez différents mais complémentaires, de sorte que les mêmes personnes pouvaient se retrouver dans plus d'une d'entre elles. Fondée en 1902 sous prétexte de marquer le cinquantième

anniversaire de l'Université Laval, la Société du parler français au Canada a été la pionnière de l'étude scientifique du parler populaire franco-canadien. Mais on la connaît surtout pour l'organisation des Congrès de la langue française de 1912, 1937 et 1952, et la publication en 1936 du *Glossaire du parler français au Canada*. Le résultat de ses études linguistiques parut jusqu'en 1962 dans le *Bulletin du parler français au Canada*, d'abord publié à part, puis inclus dans la revue publiée par l'Université Laval sous les titres successifs de *Nouvelle France*, *Le Canada français* et *Revue de l'Université Laval*. On doit également à la Société d'avoir proposé la création d'un Office de la langue française dans un mémoire présenté en 1954 à la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels, instituée par le gouvernement du Québec. Même si la Société n'a jamais été officiellement dissoute, elle a été absorbée par le département de linguistique de l'Université Laval.

La Société des poètes canadiens-français et la Société des écrivains canadiens poursuivent, quant à elles, des objectifs purement littéraires. Ainsi, la première entreprit en 1923 de regrouper à partir de Québec les poètes et les amateurs de poésie de langue française du Canada et des États-Unis. Nul besoin de souligner ici la place essentielle qu'occupe ce genre littéraire dans l'histoire de la littérature canadienne-française. La Société connut ses meilleurs moments durant les années 60 et 70 alors qu'elle comptait quelques centaines de membres et que son conseil se réunissait à Québec et à Montréal. Sa principale activité consista à organiser des concours de poésie qui remportèrent toujours un franc succès. La seconde, qui existe toujours, est née à Montréal en 1936 afin de réunir tous ceux et celles qui avaient publié au moins un livre ou qui faisaient le métier d'écrire. Cette dernière caractéristique permet aux journalistes d'y adhérer. Jusque-là, les écrivains de langue française n'avaient d'autre choix que de faire partie de la Canadian Authors' Association. Particulièrement active durant les années d'avant-guerre, la Société organisa les premiers salons du livre de Montréal et travailla à la promotion des œuvres de ses membres dans les Amériques et en Europe. Elle institua un Office de linguistique pour la correction du français et publia des vocabulaires à la suite d'ententes passées avec l'Association française de normalisation (Barbeau 1944). Durant les années 50 et 60, elle rassemble au sein de sections régionales le gotha de la littérature, du journalisme et du monde universitaire du Québec et d'Ottawa.

Arts

Les sociétés et associations canadiennes-françaises dédiées à la promotion des arts n'apparaissent qu'après la Deuxième Guerre mondiale et s'adressent à la jeunesse. La plus ancienne et la plus connue, les Jeunesses musicales du Canada, voulait lui donner le goût de la musique classique et aider les chanteurs et les instrumentistes les plus talentueux à se produire sur scène. Cette association voit le jour en 1949 sous le nom de Mouvement Hélicon à la suite de la fusion de groupes de mélomanes de Saint-Hyacinthe, Trois-Rivières et Québec, puis elle adopte celui de Jeunesses musicales du Canada en 1950 à la suite de son adhésion à la Fédération internationale des jeunesses musicales. Durant les années 50 et 60, les Jeunesses musicales vécurent une expansion rapide dans tout le pays. Au Québec, elles peuvent compter sur le réseau des collèges classiques pour l'organisation de tournées d'artistes renommés. Elles se signalèrent aussi par l'organisation de concours pour chanteurs et instrumentistes dans plusieurs villes canadiennes et par l'ouverture du célèbre camp musical du Mont Orford. En dépit du

caractère bilingue de l'organisation, la direction des Jeunesses musicales du Canada est demeurée majoritairement francophone (Lefebvre 1999).

Côté théâtre, on assiste en 1958 à la fondation de l'Association canadienne de théâtre d'amateurs qui souhaite promouvoir le développement et l'évolution du théâtre d'amateurs au Canada français. Moins dynamique que la précédente, ses activités se résumèrent à l'organisation de congrès annuels au cours de ses sept premières années d'existence. Elle se fit connaître du grand public en 1966 par la télédiffusion d'un festival de pièces en un acte. Abandonnant ses ambitions pancanadiennes en 1972, elle prend le nom d'Association québécoise du jeune théâtre.

Sciences et éducation

Les universités ont joué un rôle capital dans l'éclosion des sociétés et associations consacrées à l'avancement des sciences, alors qu'elles semblent avoir été plus discrètes dans le domaine de l'éducation.

Sciences

Première société scientifique canadienne-française, la Société Provancher d'histoire naturelle du Canada, fondée en 1918, est le fruit de l'intérêt particulier que des professeurs de l'Université Laval, des fonctionnaires et des professionnels de Québec portaient aux sciences naturelles et à la protection de la faune, sous l'inspiration de la Société Audubon des États-Unis. Inquiets du sort des oiseaux migrateurs victimes du braconnage, ses initiateurs envisagent dès le début le recrutement de membres au Canada et aux États-Unis, ce qu'autorise sa charte fédérale obtenue en 1919. Grâce à ses membres correspondants canadiens et américains, dont elle publiait des articles dans son *Rapport annuel*, la Société assura à ce dernier une diffusion nord-américaine. Par ailleurs, elle acheta des îles du Saint-Laurent, dont l'île aux Basques en 1929, pour y aménager des sentiers d'interprétation de la flore et des sites d'observation et de protection des oiseaux. On peut sans doute affirmer que la Société a contribué à sensibiliser la population et les gouvernements à l'importance de questions environnementales qui recueillent aujourd'hui un large consensus.

Fondée en 1923 par des professeurs de l'Université de Montréal sur le modèle de l'Association française pour l'avancement des sciences (Desjardins 1971, 1406), l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (ACFAS) aspirait à devenir une fédération de sociétés et d'associations impliquées dans tous les domaines de la science, y compris les sciences humaines. À l'occasion de ses congrès annuels, l'ACFAS a permis aux scientifiques de langue française de toutes disciplines de transmettre à leurs pairs dans leur langue les résultats de leurs recherches. D'autre part, elle a favorisé l'émergence de scientifiques francophones de niveau international, sachant reconnaître leur mérite par l'attribution de prix de plus en plus nombreux.

Dans un tout autre registre, l'Académie canadienne Saint-Thomas d'Aquin, inaugurée en 1930 à l'initiative de l'Université Laval, avait pour but de répandre l'enseignement de la philosophie thomiste dans les trois universités canadiennes de langue française de l'époque (Laval, Montréal et Ottawa). Elle s'inspirait sans doute de l'Académie pontificale que le pape Léon XIII avait instituée à Rome après avoir proclamé Thomas d'Aquin maître par excellence de la théologie et de la philosophie.

L'Académie, qui tenait ses congrès annuels à Québec et à Montréal surtout, n'eut pas une existence très longue puisqu'elle amorça son déclin en 1940 et cessa complètement ses activités en 1947.

Au même moment ou presque, soit en 1946, le chanoine Lionel Groulx et des collaborateurs lançaient l'Institut d'histoire de l'Amérique française (IHAF). Jusqu'alors, les historiens canadiens-français et tous ceux qui s'intéressaient plus particulièrement à l'histoire de la présence française en Amérique ne possédaient pas de forum bien à eux. Il faut rappeler que la création de l'Institut coïncidait avec l'annonce de l'inauguration d'instituts d'histoire à l'Université Laval et à l'Université de Montréal : l'histoire accédait ainsi au rang de discipline universitaire et le caractère scientifique de la recherche historique était reconnu. Afin de favoriser la diffusion des travaux de la communauté des historiens et, éventuellement, de ceux des étudiants à la maîtrise et au doctorat, l'Institut commence en 1947 la publication de la *Revue d'histoire de l'Amérique française* qui fera pour l'histoire « savante » ce que le *Bulletin des recherches historiques* avait accompli depuis la fin du XIX^e siècle pour la « petite ».

Éducation

Les associations canadiennes-françaises œuvrant dans le domaine de l'éducation sont toutes nées après la Deuxième Guerre mondiale. Après avoir constitué pendant dix ans le Comité français de la Canadian Association for Adult Education, l'Institut canadien d'éducation des adultes (ICEA) peut, lors de sa fondation en 1946, compter sur la participation de représentants de sept provinces. Grâce à l'existence au Nouveau-Brunswick, en Ontario et dans l'Ouest de journaux, de stations de radio et de mouvements d'action catholique, l'Institut avait la capacité de rejoindre ses clientèles les plus éloignées (Chabot c2002, 35). Celles-ci provenaient des milieux syndical, patronal, coopératif et culturel. Sous l'influence des méthodes britanniques, l'Institut délaissa à partir des années 50 les cours purement magistraux et décida d'accorder une plus grande place à la participation des étudiants. Cette approche correspond à « une réelle volonté de changement démocratique et de modernisation des institutions » dans une société profondément conservatrice (Chabot c2002, 15). Face à la mainmise des gouvernements sur l'éducation permanente et à sa transformation en processus de qualification professionnelle adaptée aux besoins du marché du travail, l'Institut revoit son rôle au cours des années 60 et devient un lieu d'échanges pour les groupes engagés dans la formation des adultes, de sorte que l'éducation populaire et extra-scolaire y occupe une place essentielle (Chabot c2002, 35, 62).

Les autres associations liées au domaine de l'éducation se situent davantage dans le courant patriotique traditionnel. L'Association canadienne des éducateurs de langue française (ACELF) semble avoir été une initiative conjointe du Conseil de la vie française en Amérique² et de l'Ordre de Jacques-Cartier (Laliberté c1983, 166). L'ACELF avait ceci de particulier qu'elle visait à promouvoir le développement de l'éducation en français à tous les niveaux et le rayonnement de la culture française partout au Canada grâce à la participation d'éducateurs de tous les niveaux d'enseignement, ainsi qu'à celle des organismes communautaires et de tous les ministères provinciaux de l'Éducation. En revoyant les thèmes de ses congrès annuels, on constate qu'elle cherche à s'adapter à l'évolution des méthodes pédagogiques. Si son premier congrès de 1948 est consacré à

l'éducateur canadien-français catholique, elle aborde durant les décennies 50 et 60 des sujets tels que l'usage des moyens audiovisuels dans l'enseignement, l'éducation économique et la radiodiffusion éducative. Signalons que, lors de son congrès du vingtième anniversaire tenu à Ottawa en 1967, l'ACELF exprima le vœu que le gouvernement du Québec accorde la priorité au français dans tous les domaines de la vie québécoise (Acelf 1967, 291).

Le Conseil canadien des associations d'éducation de langue française, fondé en 1959, avait plutôt l'intention de développer des relations cordiales entre Canadiens anglais et Canadiens français. Il se proposait de travailler en faveur de l'unité nationale en promouvant la recherche de méthodes propres à faciliter le bilinguisme et, en conséquence, le rapprochement des francophones et des anglophones. Ce faisant, il entendait insister sur le respect des facteurs de diversité ethnique dont témoignait la composition de la population canadienne.

Œuvres sociales et caritatives

Les œuvres sociales et caritatives canadiennes-françaises ne sont pas toujours instituées par des clercs ou à la demande expresse des évêques. Des laïcs en sont souvent les initiateurs.

La première conférence de la Société Saint-Vincent-de-Paul fut tenue à Québec en 1846 à l'instigation d'un jeune médecin qui avait expérimenté les méthodes de la Société lors d'un séjour d'études à Paris. Des conférences sont mises sur pied à Montréal en 1848, puis en Ontario à partir de 1850. Dès 1849, le Conseil général de Paris approuve la création du Conseil supérieur de Québec et lui confie le développement des œuvres de la Société au Canada-Uni d'alors (Québec et Ontario). En 1891, elle organise les premières conférences de jeunes (Magnan 1931, 42). Ce n'est vraiment qu'au XX^e siècle que la direction nationale de Québec réussit à imposer son autorité sur l'ensemble du territoire canadien (Magnan 1931, 6-7). Jusqu'à tout récemment, le Conseil national du Canada (ex-Conseil supérieur du Canada) avait toujours été présidé par un Québécois de la Vieille Capitale.

Si la Société Saint-Vincent-de-Paul est d'origine française, les cercles Lacordaire et Sainte-Jeanne d'Arc sont originaires de la Nouvelle-Angleterre. Le premier cercle fut organisé au Québec en 1915, soit quatre ans après leur apparition dans le pays voisin et le deuxième, en 1935 (Hamelin 1984b, 66). À la fin de 1939, la direction américaine accepta de renoncer à sa juridiction sur le territoire canadien et au mois de juin 1940 naissait le Centre canadien des cercles Lacordaire et Sainte-Jeanne d'Arc. Profitant de l'appui d'un épiscopat constamment préoccupé par la consommation de boissons alcooliques, les cercles, qui exigeaient l'abstinence totale de leurs membres, se répandirent rapidement au Canada français en adoptant tout naturellement les structures paroissiales et diocésaines. Parallèlement à leurs activités de lutte contre la consommation d'alcool, les cercles font un travail considérable de désintoxication. Depuis le début des années 70, l'Association a modifié sa position originale en acceptant le principe de la consommation modérée.

À l'instar de plusieurs sociétés et associations canadiennes-françaises, la Société Richelieu est l'œuvre de citoyens d'Ottawa soucieux de la sauvegarde de la culture

canadienne-française dans un milieu majoritairement anglophone. Nationaliste et laïque bien que d'inspiration catholique, la Société, fondée en 1944, chercha à se démarquer des organisations similaires d'origine surtout américaine en privilégiant la formation personnelle de ses membres. La Société implanta son premier club à Ottawa en 1945, et il fut bientôt suivi de plusieurs autres au Canada français et en Nouvelle-Angleterre. Elle choisit alors comme moyens préférés de formation les conférences hebdomadaires ainsi que l'intervention personnelle auprès de l'enfance malheureuse. Au cours des années 60, la Société décide d'atténuer son caractère nationaliste et se tourne résolument vers la francophonie internationale à l'occasion de l'Exposition universelle de 1967. Elle devient ainsi la première organisation internationale francophone de ce genre, connue sous le nom de Société Richelieu International, puis sous celui de Richelieu International en 1970 (Veilleux et Deschênes 1994).

L'Association professionnelle catholique des voyageurs de commerce du Canada, fondée à l'instigation des jésuites au début du XX^e siècle (Hamelin et Gagnon 1984a, 229-230), joue un rôle d'auxiliaire de l'épiscopat dans le domaine de la moralité publique (combat contre le blasphème et les « journaux jaunes ») et dans la surveillance de l'application des lois sur l'observation du dimanche et sur la vente de boissons alcooliques. Elle agit surtout au Québec et en Ontario où elle possède des sections régionales en milieu rural et des sections locales dans les centres urbains.

Économie et finances

Les institutions canadiennes-françaises engagées dans les domaines de l'économie et des finances privilégient les modèles de la société de secours mutuels et de l'institution coopérative.

Assurances

Les premières compagnies d'assurances canadiennes-françaises furent des sociétés de secours mutuels destinées à pourvoir aux besoins financiers de leurs membres (gens de métier, petits artisans et employés) lorsqu'ils étaient privés de revenus pour cause d'accident ou de maladie, ou à ceux de leurs veuves et de leurs enfants en cas de décès. Leur rayonnement ne dépassait guère les limites de la municipalité où résidait leur clientèle, obligatoirement catholique et canadienne-française. Deux de ces sociétés se démarquent : l'Union Saint-Joseph du Canada fondée à Ottawa en 1863 et la Société des artisans canadiens-français constituée à Montréal en 1876, toutes deux détentrices de chartes fédérales. À partir des années 1880, l'Union Saint-Joseph du Canada s'établit dans les communautés canadiennes-françaises de l'Ontario et dans plusieurs villes du Québec (Leclerc 1939, 10, 18, 40) et, à la fin des années 30, elle possède des succursales en Ontario, au Québec et au Nouveau-Brunswick (Leclerc 1939, 22). La Société des artisans canadiens-français prit elle aussi une expansion considérable qui l'amena à recruter des membres jusqu'aux États-Unis (*Almanach du peuple* 1906, 256). Contrairement à l'Union Saint-Joseph du Canada qui exerce toujours ses activités sous le nom d'Union du Canada, la Société des artisans canadiens-français n'a pas su gérer sa volonté de croissance³.

Les deux sociétés dont nous venons de tracer l'histoire à grands traits participèrent en 1942, à l'instigation, semble-t-il, de l'Ordre de Jacques-Cartier (Cyr 1964, 123 ;

Laliberté c1983, 168), à la formation de l'Union des mutuelles-vie françaises d'Amérique. On l'appela sans doute ainsi parce qu'elle incluait l'Association canado-américaine de Manchester au New Hampshire. En faisaient également partie la Société L'Assomption du Nouveau-Brunswick et quelques autres. L'Association demeura active au moins jusqu'au début des années 1970.

Épargne et crédit

Alphonse Desjardins occupait le poste de traducteur des débats de la Chambre des communes quand, en 1897, une intervention d'un député sur les prêts usuraires l'amena à s'intéresser aux caisses d'épargne et de crédit. Après s'être documenté sur le sujet et avoir correspondu avec des coopérateurs européens, il décide de fonder une première caisse populaire à Lévis en 1900 et se gagne rapidement l'appui de membres du clergé, dont celui de l'archevêque de Québec. En 1906, l'Assemblée législative de la province de Québec adopte à l'unanimité la *Loi concernant les syndicats coopératifs* qui accorde aux caisses le statut juridique dont elles avaient besoin, ce que le Parlement fédéral leur refusera à deux reprises. Au cours des années qui suivirent, Desjardins implanta plusieurs caisses d'épargne et de crédit en Ontario et en Nouvelle-Angleterre, mais toujours à titre personnel. À sa mort en 1920, il y avait au Québec 145 caisses comptant 31 029 sociétaires, mais elles n'étaient pas encore regroupées en fédération. Elles n'y parvinrent qu'en 1932, après la constitution de plusieurs unions régionales durant la décennie précédente. On connaît la suite : compagnies d'assurances générales et d'assurance-vie, crédit facilité à la consommation, télétraitement des données suivi du service inter-caisses, fiducie, développement coopératif international, etc. En 1971, le Mouvement Desjardins comptait 2 646 434 sociétaires.

Colonisation

La colonisation servit au XIX^e siècle à freiner l'émigration vers les États-Unis et à favoriser l'expansion des Canadiens français vers le nord de l'Ontario et l'Ouest canadien. On eut de nouveau recours à ce moyen au XX^e siècle pour combattre la crise économique des années 30 et lutter contre l'exode rural. Une fois de plus, l'Église monta au créneau en organisant en 1937 la Fédération des sociétés de colonisation de la province de Québec à laquelle s'affilièrent des sociétés relevant des diocèses d'Ottawa et de Timmins. La guerre ayant mis fin à la crise économique, la Fédération mit en œuvre des projets destinés aux soldats démobilisés (Hamelin 1984b, 34). Son pendant laïc, la Société canadienne d'établissement rural fut la conséquence du Congrès national de colonisation tenu à Boucherville en 1946. Elle n'ambitionnait rien de moins que de convaincre les agriculteurs de demeurer sur leur fermes familiales, grâce à un programme d'« éducation morale, sociale et nationale » et à des services économiques misant sur l'établissement de petites industries locales. De plus, elle projetait d'organiser l'établissement de familles agricoles du Québec dans d'autres provinces. Malgré ses nombreux appuis⁴, la Société ne parvint qu'à installer quelques familles en Alberta et dans le nord de l'Ontario. Menant un combat d'arrière-garde, ces deux sociétés ne se rendaient pas compte que la population canadienne-française était davantage attirée par les salaires des entreprises industrielles (Martel 1998, 16s). Aussi, disparaissent-elles au début des années 70.

Coopération

La coopération étant apparue comme un moyen de développement accessible à des populations disposant de capitaux limités, des leaders du mouvement coopératif décidèrent en 1946 de réunir tous les acteurs du milieu canadien-français de la coopération et de les mettre au service du développement socio-économique de leur communauté. Sans doute dérivé du Conseil supérieur de la coopération constitué à Québec en 1939, le Conseil canadien de la coopération s'attaqua à l'organisation de coopératives en mettant en place des cours de formation à cet effet. Ce travail aboutira à l'établissement de conseils provinciaux dans la majorité des provinces. Tous les grands mouvements coopératifs y sont associés.

Action catholique

Des historiens ont montré comment, au lendemain de l'échec de l'insurrection de 1837-1838, l'Église avait réussi à prendre la direction de la société canadienne-française (Sylvain et Voisine 1991, 10-25). S'employant à ranimer la ferveur religieuse de ses fidèles par la prédication dans les paroisses et à augmenter ses effectifs grâce au recrutement de congrégations masculines étrangères et à la fondation de nouvelles congrégations féminines, elle accapara peu à peu le contrôle de l'éducation, de la santé et des œuvres sociales au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle.

Forts de représenter la très grande majorité des catholiques du pays, les évêques de la province de Québec entreprirent en même temps d'implanter la culture canadienne-française sur tout le territoire canadien à l'aide d'un système centré autour de la famille, de l'école et de la paroisse (Hamelin et Gagnon 1984a, 87, 243). Ils tentèrent simultanément de faire de même avec leurs compatriotes émigrés en masse aux États-Unis. En plus de disposer d'effectifs nombreux, les évêques stimulèrent la naissance d'organisations de laïcs chargées de « propager et maintenir l'esprit chrétien dans la famille et dans la paroisse » (Hamelin et Gagnon 1984a, 220). C'est ainsi qu'en plus des associations purement diocésaines, les Ligues du Sacré-Cœur, fondées en 1884, se transformèrent en fédération en 1910 et se répandirent à peu près partout au Canada.

Répondant à l'appel de Pie XI en faveur de la participation des laïcs à l'apostolat de la hiérarchie, l'épiscopat canadien-français encouragea ou suscita expressément durant les années 1920 et 1930 la formation de plusieurs mouvements – souvent d'inspiration européenne – dont la mission consistait à instaurer dans les milieux auxquels ils s'adressaient un ordre social chrétien conforme aux idéaux corporatistes exprimés dans les encycliques des papes (Clément 1972, 311). Ces mouvements d'action catholique spécialisés devaient avant tout travailler à changer les mentalités et agissaient sous l'étroite surveillance des évêques. La multiplication des conflits entre employeurs et syndicats après la Deuxième Guerre mondiale de même que la politisation accélérée de la jeunesse face aux profondes transformations que connaissait la société amenèrent plusieurs de ces mouvements à privilégier « la vie concrète au détriment de la doctrine ». De ce constat de séparation entre la religion et la vie (Clément 1972, 184) découlèrent des tensions croissantes avec l'épiscopat, allant jusqu'à l'éclatement des directions centrales à la fin des années 60 et à la redéfinition des objectifs et du fonctionnement de l'action catholique au cours de la décennie suivante. La Jeunesse ouvrière catholique et

la Jeunesse étudiante catholique constituent peut-être les exemples les plus représentatifs de cette évolution.

Sports et loisirs

Les activités de sports et de loisirs sont des phénomènes urbains. Elles ont été introduites au Québec par la bourgeoisie d'origine britannique établie à Québec et à Montréal durant la première moitié du XIX^e siècle. N'ayant pas de tradition sportive, les Canadiens français ne se sont intéressés aux activités de sports et de loisirs qu'à la suite d'une lente acculturation. Leur participation aux compétitions sportives a d'ailleurs été quasi insignifiante jusqu'à la fin du XIX^e siècle (Guay 1997).

L'urbanisation rapide que connut le Québec après la Première Guerre mondiale suscita une prise de conscience du manque d'organisation des loisirs pour les jeunes des villes (Savard 1983, 220). Si l'on fait exception de l'Union canadienne des raquetteurs, une fédération de clubs de raquetteurs qui, à partir de 1907, relança le sport de la raquette chez les Canadiens français et organisa des compétitions annuelles avec leurs compatriotes de la Nouvelle-Angleterre, la plupart des organisations canadiennes-françaises de sports et de loisirs furent organisées ou inspirées par l'Église pour qui le contrôle de l'éducation était vital (Savard 1983, 258).

Le mouvement scout fut sans contredit la plus importante de ces organisations. Tout d'abord méfiante à son endroit à cause de ses origines britanniques et protestantes, de son caractère non confessionnel et des valeurs contraires à l'esprit latin qu'à ses yeux il véhicule (Savard 1983, 213-214), l'Église finit par l'accepter quand elle apprend que le Saint-Siège avait approuvé la formation de troupes scoutées en Europe et qu'il existait, depuis 1920, un Office international des scouts catholiques chapeautant des troupes françaises, italiennes et belges. Mais avant d'en faire la promotion, il fallait d'abord adapter le scoutisme « à notre tempérament, à notre histoire, à nos coutumes » (Savard 1983, 222). Phénomène urbain avant tout, le mouvement scout canadien-français se caractérise par la longue lutte, menée activement par l'épiscopat, pour se soustraire à la juridiction de la *Boys Scouts Association of Canada*. De la première troupe fondée à Ottawa en 1918 à l'Association des scouts du Canada de 1961, le mouvement scout a dû franchir les étapes de la Fédération catholique des éclaireurs canadiens-français (1928-1935) et de la Fédération des scouts catholiques de la province de Québec (1935-1960). Cette autonomie n'est toutefois reconnue officiellement qu'en 1972 et des fédérations sont alors constituées au Québec, en Acadie, en Ontario et dans l'Ouest (Savard 1983, 258).

Un an après la naissance de l'Association des scouts du Canada, le Centre Immaculée-Conception de Montréal, situé dans la paroisse où avait été organisée la première troupe scoutée de la ville en 1926 (Savard 1983, 209), accueillait des délégués du Québec, de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick qui décidaient d'instituer l'Association canadienne des centres de loisirs. Des organisations similaires du Manitoba, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique se joignent bientôt à l'Association. Ses principales activités consistent à tenir des colloques sur l'organisation des loisirs pour enfants et adolescents, l'administration, la programmation et la promotion de centres de loisirs. À la demande du gouvernement du Québec, elle mit sur pied la Confédération québécoise des entreprises de loisirs en 1970.

Associations professionnelles

Contrairement aux corporations professionnelles qui ont en principe pour mission de protéger le public contre les fautes de leurs membres, les associations professionnelles naissent du désir de leurs adhérents de faire reconnaître leur compétence et d'accroître leur rayonnement par la mise en commun et la diffusion de leur savoir et de leur expérience. Au Canada français, ce désir comportait en plus la volonté de le faire en français.

La plus ancienne association professionnelle canadienne-française fut fondée à Québec en 1902 sous le même prétexte que la Société du parler français au Canada, à savoir la célébration du cinquantenaire de l'Université Laval (Grenier 2002, 61). Les membres actifs de l'Association des médecins de langue française de l'Amérique du Nord venaient surtout du Québec et de l'Ontario, mais elle comptait des membres correspondants originaires des Maritimes, de l'Ouest, de la Nouvelle-Angleterre et de la Louisiane (Grenier 2002, 209). Comme la France était la principale destination de ceux qui souhaitaient acquérir une spécialité, la médecine française exerça une grande influence jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale. Ceci explique la participation de médecins français aux congrès de l'Association tenus dans les années 30 (Grenier 2002, 211, 215). En interrompant ces relations privilégiées, la guerre favorisa la prééminence définitive de la médecine américaine. Dans un autre domaine, la guerre eut aussi une influence considérable, car elle amena l'Association à participer à l'orientation des nouveaux programmes de santé mis de l'avant par le gouvernement canadien au lendemain de la victoire. Cette participation l'obligea, en 1946, à prendre le nom d'Association des médecins de langue française du Canada (Grenier 2002, 233). Durant les années d'après-guerre, l'Association connaît un véritable âge d'or grâce, en particulier, à la fondation d'instituts de recherche qui acquièrent bientôt une renommée mondiale. Cela favorisa, entre autres, son engagement dans des programmes de coopération internationale avec des pays francophones (Grenier 2002, 233ss).

D'un passé beaucoup plus récent, l'Association canadienne des bibliothécaires de langue française représente un cas particulièrement intéressant parce que les principales étapes de son évolution coïncident de manière presque parfaite avec celles de l'enseignement de la bibliothéconomie à l'Université de Montréal. Celui-ci débuta en 1937 à l'École de bibliothécaires qui n'avait alors que le statut d'école annexée (Tanghe 1962, 8). Dès 1943, naissait l'Association catholique des bibliothèques d'institutions pour s'occuper des questions intéressant les bibliothèques d'institutions catholiques. L'année suivante, l'Université de Montréal autorisait l'introduction du baccalauréat en bibliothéconomie (Tanghe 1962, 15), et, en 1945, l'Association prenait le nom d'Association canadienne des bibliothèques catholiques. À la suite de l'attribution des premiers diplômes de bachelier, l'Association change de nouveau de nom en 1948 pour devenir l'Association canadienne des bibliothécaires de langue française. En 1960, l'Association obtient sa charte fédérale et deux ans plus tard l'École de bibliothécaires passe du statut d'école affiliée à celui de partie intégrante de l'Université de Montréal sous le nom d'École de bibliothéconomie.

Les bibliothécaires sont suivis par les politologues, sociologues et anthropologues sortis des facultés des sciences sociales créées durant les années 40. Ainsi, en 1961, des

professeurs de science politique des universités Laval, de Montréal et d'Ottawa ainsi que des professeurs de quelques collèges classiques conviennent d'instituer le Groupe de science politique du Canada français. Deux ans plus tard, celui-ci devient la Société canadienne de science politique, laquelle sollicitera son adhésion et sera acceptée au sein de l'Association internationale de science politique tout en participant aux activités de la Fédération canadienne des sciences sociales et en collaborant à la *Revue canadienne de science politique*. Elle tient ses congrès annuels dans le cadre du congrès de l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences.

À l'automne de 1961, des sociologues, anthropologues et psychologues sociaux réunis à l'Université d'Ottawa imitent leurs collègues de science politique et élaborent la constitution de l'Association canadienne des sciences de l'homme. Dès février 1965, étant devenue entre-temps l'Association canadienne des anthropologues, psychologues sociaux et sociologues de langue française, elle fait partie de l'Association internationale de sociologie et tient son congrès annuel dans le cadre du congrès de l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences. La même année, les psychologues sociaux font savoir à l'Association qu'ils y participeront à l'avenir à titre individuel. En conséquence, elle adopta en 1967 l'appellation qui est toujours la sienne, soit l'Association canadienne des sociologues et anthropologues de langue française (ACSALF⁵).

En plus de ces associations surgies du développement de nouvelles spécialités universitaires, la société canadienne-française crée au cours des années 50 des associations aux intérêts plus particuliers. En 1951, au moment où l'on se prépare à l'arrivée de la télévision, des représentants de stations de radio de langue française du Québec, du nord de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick, candidates à l'obtention de permis de télédiffusion, décident de former l'Association canadienne de la radio et de la télévision de langue française en vue de défendre leurs intérêts auprès des organismes de réglementation.

Fondée en 1955, l'Association canadienne des rédacteurs agricoles de langue française visait à améliorer la compétence professionnelle des journalistes spécialisés dans les questions agricoles. L'Association recrute ses membres au Québec, en Ontario, au Nouveau-Brunswick et au Manitoba, et, comme plusieurs des associations fondées à la même époque, elle rechercha rapidement la reconnaissance internationale en sollicitant et obtenant son adhésion à la Fédération internationale des journalistes agricoles.

LES ARCHIVES : LES RÉSULTATS DE LA COLLECTE DE DONNÉES

En raison de la nature et du nombre des données recueillies au cours de la recherche, il nous a semblé particulièrement indiqué d'en présenter les résultats sous forme de deux tableaux. Cette présentation synthétique a l'avantage non seulement de procurer une vue d'ensemble des résultats et d'en faciliter ainsi l'analyse, mais elle nous permet aussi d'éviter une longue et fastidieuse énumération d'éléments répétitifs. Faciles à consulter, les tableaux pourront aussi constituer une sorte de « compendium » dans lequel le lecteur et l'éventuel chercheur pourront tout à loisir puiser la matière de leurs propres analyses et conclusions.

Avant de présenter les principales composantes des deux tableaux, et malgré l'absence de mention spécifique à cet effet, il importe de souligner que toutes les données qui se rapportent aux quantités et aux dates des documents sont considérées comme approximatives. Bien qu'elles aient été colligées avec beaucoup de rigueur et de minutie, les données proviennent en effet de multiples sources de qualité diverse et fort variable, ce qui en relativise l'exactitude : descriptions parfois extrêmement sommaires ou au contraire très détaillées, manquant d'uniformité en dépit des récents efforts de normalisation, quelquefois même fournies oralement par le responsable de l'organisme, directeur ou secrétaire en fonction à qui souvent l'archivistique n'avait rien de familier, etc. À défaut d'être absolument exactes, et malgré des lacunes évidentes, nous pensons que les données qui figurent dans les présents tableaux sont quand même représentatives de la réalité que nous avons cherchée à cerner. Autant que possible, nous avons procédé aux vérifications nécessaires auprès des services d'archives ou des personnes ressources des organismes eux-mêmes afin de nous assurer de traduire au mieux les informations imprécises, et même parfois contradictoires, trouvées dans les diverses sources consultées. En témoigne la légende qui accompagne les tableaux, dans laquelle on trouvera un certain nombre de signes diacritiques reflétant les modulations apportées aux résultats.

On trouvera ci-après une brève description des éléments constitutifs des deux tableaux, ainsi que les renseignements utiles concernant les annexes qui l'accompagnent.

Organisme

On trouvera sous cette rubrique les noms des organismes répondant aux critères posés, dont les archives, ou au moins une partie des archives, ont été trouvées. Pour en faciliter le repérage et l'analyse, ces derniers ont été regroupés par catégories suivant leur nature : Organisations patriotiques, Arts et lettres, Sciences et éducation, etc. Sous chacune des catégories, les organismes se présentent dans l'ordre chronologique de leur fondation (cf. : colonne « F »).

Deux institutions font toutefois exception à la règle de correspondance par rapport aux critères énoncés plus haut, du moins en ce qui a trait à l'existence d'une direction nationale « pancanadienne ». On ne pouvait en effet passer sous silence l'importante contribution des caisses populaires Desjardins à l'émancipation économique des Canadiens français et l'apport considérable des sociétés Saint-Jean-Baptiste à la défense de l'héritage culturel et linguistique de ceux-ci. Ni les unes ni les autres n'ont cependant connu de direction centrale à l'échelle du Canada, le cas particulier des caisses populaires étant dû au fait qu'elles se trouvent régies par des lois provinciales.

Autre exception à signaler : les congrégations religieuses de fondation canadienne qui, en raison de leur nombre, ont été regroupées sous cette désignation générale dans la rubrique *Action catholique*, et dont on trouvera une liste détaillée à l'annexe 1. Cette annexe comporte par ailleurs deux autres listes qui se rapportent aux résultats de nos recherches : la première énumérant les organismes pour lesquels aucune trace des archives n'a été trouvée, la seconde regroupant ceux sur lesquels les renseignements dont nous disposions étaient insuffisants pour déterminer s'ils répondaient ou non aux critères.

On notera enfin que, plusieurs organismes ayant changé de nom au cours de leur existence, la forme du nom que nous avons choisie est celle qui a été en usage le plus longtemps durant la période étudiée ; le cas échéant, les autres formes du nom ainsi que les dates des changements figurent dans les notes.

Siège social

On trouvera sous cette rubrique le siège social de l'organisme au moment de sa fondation, celui-ci étant généralement son lieu de résidence permanent. Tout changement connu ainsi que la date de ce changement figurent dans les notes.

Dates d'existence

On trouvera sous cette rubrique la date de fondation (« F ») de l'organisme ainsi que la date de cessation (« C ») de ses activités s'il y a lieu. Comme la date de fondation ne coïncide pas toujours avec celle de l'incorporation, cette dernière est signalée dans les notes toutes les fois qu'elle nous est connue.

Lieux de conservation

On trouvera sous cette rubrique les numéros correspondant aux services d'archives ou autres établissements où sont actuellement conservés les documents. Pour connaître les noms des organismes, on se reportera à la liste numérotée présentée à l'annexe 2 (liste par régions). Une liste des organismes par types d'établissements y est aussi présentée.

Quantité, dates et nature des documents

On trouvera sous cette rubrique, dans le tableau II, les données relatives aux archives des organismes recensés, réparties suivant le genre de documents, soit : les documents textuels ; les documents iconographiques ; les documents sonores et les documents filmiques ; ainsi que les documents sur microformes. En raison de leur faible nombre, les autres genres de documents (cartographiques, informatiques, les dessins d'architecture et les dessins techniques) de même que les objets à caractère muséologique ont été inclus dans la dernière catégorie.

La quantité des documents textuels est donnée en mètres linéaires et arrondie au centimètre supérieur ; celles des autres genres de documents en nombre de pièces. Comme le précise la légende, la nature des documents indique pour sa part si les archives trouvées proviennent uniquement de l'organisme central (1) ou uniquement de sections locales (2), ou encore d'une combinaison des deux (3). On remarquera par ailleurs que, dans un certain nombre de cas, les dates de création des documents (dates inclusives) comportent des dates initiales antérieures aux dates de fondation des organismes eux-mêmes. Ceci s'explique la plupart du temps par le fait que les archives trouvées proviennent en partie ou en totalité de sections locales (parfois appelées « cellules », « cercles », « conférences », « clubs », etc.). Comme plusieurs organismes se sont formés précisément dans le but de regrouper de telles unités, il va de soi en effet que quelques-unes au moins aient existé avant la création de l'organisme central.

On notera enfin qu'aucune donnée relative aux archives des caisses populaires Desjardins, des sociétés Saint-Jean-Baptiste et des congrégations religieuses ne figurent dans les deux tableaux. Dans les deux premiers cas, il était en effet impossible d'inventorier la multitude d'organismes indépendants concernés, dispersés à travers le Canada tout entier ; quant aux institutions religieuses, la tâche était également immense en raison de leur grand nombre et du peu de temps dont nous disposions. Pour ces dernières, on consultera avantageusement le guide des archives religieuses publié en 1992 par le Regroupement des archivistes religieux, sous la direction d'André Forget et de Robert Hémond.

TABLEAU I : LES INSTITUTIONS CANADIENNES-FRANÇAISES ET LES LIEUX DE CONSERVATION DE LEURS ARCHIVES

Organisme	Siège social	Dates d'existence		Lieux de conservation
		F	C	
Organisations patriotiques				
Sociétés Saint-Jean-Baptiste ¹		1834	–	
Association catholique de la jeunesse canadienne-française ²	Montréal	1904	(196–)	6, 74-I, 90
Ordre de Jacques Cartier	Ottawa	1926	1965	1, 2, 6, 17, 74-G, 89
Conseil de la vie française en Amérique ³	Québec	1937	–	78
Arts et lettres				
Société du parler français au Canada	Québec	1902	1962	75, 77
Société des poètes canadiens-français ⁴	Québec	1923	1980	74-G
Société des écrivains canadiens ⁵	Montréal	1936	–	2, 3, 74-F
Jeunesses musicales du Canada ⁶	Saint-Hyacinthe	1949	–	54, 74-B, 74-E, 74-F, 74-G, 93
Association canadienne du théâtre d'amateurs ⁷	Montréal	1958	–	3
Sciences et éducation				
Société Provancher d'histoire naturelle du Canada ⁸	Québec	1918	–	74-G
Association canadienne-française pour l'avancement des sciences ⁹	Montréal	1923	–	18
Académie canadienne Saint-Thomas d'Aquin	Québec	1930	1947	73
Société d'étude et de conférences ¹⁰	Montréal	1933	–	2, siège social
Institut canadien d'éducation des adultes ¹¹	Montréal	1946	–	18
Institut d'histoire de l'Amérique française ¹²	Outremont	1946	–	8
Association canadienne des éducateurs de langue française ¹³	Ottawa	1947	–	siège social
Conseil canadien des associations d'éducation de langue française	Ottawa	1959	(197–)	2

Organisme	Siège social	Dates d'existence		Lieux de conservation
		F	C	
Société de Saint-Vincent-de-Paul ¹⁴	Québec	1849	–	74-F, 74-G, 98
Assistance maternelle	Montréal	1912	–	8, siège social
Association professionnelle catholique des voyageurs de commerce du Canada ¹⁵	Montréal	(191–)	?	11, 54
Centre canadien des cercles Lacordaire et Sainte-Jeanne d'Arc ¹⁶	Québec	1940	–	54, 74-G, 74-I, 89, 93, 98, 99
Société Richelieu ¹⁷	Ottawa	1944	–	2, 74-A, 74-C, 74-F, 80, 98
Économie et finances				
Union Saint-Joseph du Canada ¹⁸	Ottawa	1863	–	2
Société des artisans canadiens-français ¹⁹	Montréal	1876	1980	87
Caisses populaires Desjardins ²⁰		1900	–	
Fédération des sociétés de colonisation de la province de Québec	Québec	1937	1971	73
Union des mutuelles-vie françaises d'Amérique	Montréal	1942	?	2
Conseil canadien de la coopération ²¹	Québec	1946	–	2
Société canadienne d'établissement rural ²²	Montréal	1946	1960?	6
Action catholique				
Congrégations religieuses de fondation canadienne ²³		1657	–	
Fédération générale des Ligues du Sacré-Cœur ²⁴	Montréal	1910	1976	79, 90
Croisade eucharistique ²⁵	Montréal	1927	1973	79
Ligue catholique féminine du Canada	Québec	1927	1960?	73
Jeunesse ouvrière catholique ²⁶	Montréal	1932	–	74-F, 89
Jeunesse étudiante catholique	Montréal	1934	–	74-F
Jeunesse agricole catholique ²⁷	Montréal	1935	1970?	2, 74-F

Organisme	Siège social	Dates d'existence		Lieux de conservation
		F	C	
Fédération interdiocésaine des gardes paroissiales du Canada ²⁹	Québec	1939	–	74-G, 98
Comité des fondateurs de l'Église du Canada ³⁰	Montréal	1941	–	8, 74-F, siège social
Sports et loisirs				
Union canadienne des raquetteurs ³¹	Montréal	1907	–	1
Fédération des scouts catholiques de la province de Québec ³²	Montréal	1935	–	6, 74-C, 74-F, 74-G, 91, 93, 99
Scouts catholiques du Canada ³³	Montréal	1961	–	2, siège social
Association canadienne des centres de loisir ³⁴	Montréal	1962	?	1
Associations professionnelles				
Association des médecins de langue française de l'Amérique du Nord ³⁵	Québec	1902	–	siège social
Association canadienne des bibliothécaires de langue française ³⁶	Montréal	1943	–	3
Association canadienne de la radio et de la télévision de langue française ³⁷	Québec	1951	–	siège social
Cercle des femmes journalistes	Montréal	1951	1992	2, 74-F
Association canadienne des rédacteurs agricoles de langue française ³⁸		1955	–	siège social
Association canadienne des sociologues et anthropologues de langue française ³⁹	Ottawa	1961	–	74-G
Société canadienne de science politique ⁴⁰	Montréal	1961	–	18

TABLEAU II : LES ARCHIVES DU RÉSEAU INSTITUTIONNEL CANADIEN-FRANÇAIS

Organisme	Quantité, dates et nature des documents					
	textuels (ml)	iconographiques	sonores et filmiques	microformes et autres	dates inclusives	nature
Organisations patriotiques	79,92	872	63	2	1902-1989	3
Sociétés Saint-Jean-Baptiste ¹						
Association catholique de la jeunesse canadienne-française ²	29,42	5	nil	nil	1903-1960	3
Ordre de Jacques Cartier	44,57	17	34	2	1902-1968	3
Conseil de la vie française en Amérique ³	5,93	850	29	nil	1912-1989	1
Arts et lettres	57,08*+	1,054*+	33+	33+	1902-1997+	3
Société du parler français au Canada	1,44+	?	?	?	1902-1966+	1
Société des poètes canadiens-français ⁴	7,06	88	2	1	1922-1981	1
Société des écrivains canadiens ⁵	12,72*	86+	nil	nil	1928-1996	3
Jeunesses musicales du Canada ⁶	30,68*	880	31	32	1947-1997	3
Association canadienne du théâtre d'amateurs ⁷	5,18	nil	nil	nil	1958-1979	1
Sciences et éducation	90,52*	965+	1+	12+	1888-2004	3
Société Provancher d'histoire naturelle du Canada ⁸	3,34	37	nil	11	1888-1990	1
Association canadienne-française pour l'avancement des sciences ⁹	8,81	507	1	1	1923-1995	1
Académie canadienne Saint-Thomas d'Aquin	0,30	nil	nil	nil	1929-1952	1
Société d'étude et de conférences ¹⁰	9,17	163	nil	nil	1933-2004	3
Institut canadien d'éducation des adultes ¹¹	30,85	258	nil	nil	1917-1989	1
Institut d'histoire de l'Amérique française ¹²	12,90*	?	?	?	1946-2004	1
Association canadienne des éducateurs de langue française ¹³	24,80	?	?	nil	1948-2004	1

Organisme	Quantité, dates et nature des documents					
	textuels (ml)	iconogra- phiques	sonores et filmiques	microformes et autres	dates inclusives	nature
Œuvres sociales et caritatives	101,62+	4,368+	12+	10+	1826-2000+	3
Société de Saint-Vincent-de-Paul ¹⁴	52,63	27	nil	nil	1826-1993	3
Assistance maternelle	0,11+	?	?	?	1914-1942+	3
Association professionnelle catholique des voyageurs de commerce du Canada ¹⁵	0,15	nil	nil	nil	1921-1969	2
Centre canadien des cercles Lacordaire et Sainte-Jeanne d'Arc ¹⁶	35,43+	976+	6+	?	1925-1990	3
Société Richelieu ¹⁷	13,30	3,365	6	10	1944-2000	3
Économie et finances	43,69+	675+	?	42+	1863-1996+	1
Union Saint-Joseph du Canada ¹⁸	27,33	85	nil	nil	1863-1965	1
Société des artisans canadiens-français ¹⁹	?	?	?	?	?	1
Caisses populaires Desjardins ²⁰						
Fédération des sociétés de colonisation de la province de Québec	0,45	nil	nil	nil	1936-1971	1
Union des mutuelles-vie françaises d'Amérique	0,10	nil	nil	nil	1948-1971	1
Conseil canadien de la coopération ²¹	15,75	590	nil	11	1944-1996	1
Société canadienne d'établissement rural ²²	0,06	nil	nil	nil	1946-1958	1
Action catholique	200,42	5,937	565	16	1907-2004	3
Congrégations religieuses de fondation canadienne ²³						
Fédération générale des Ligues du Sacré-Cœur ²⁴	5,27	nil	nil	nil	1907-1975	3
Croisade eucharistique ²⁵	5,00	nil	nil	nil	1927-1973	3
Ligue catholique féminine du Canada	0,32	nil	nil	nil	1927-1960	1
Jeunesse ouvrière catholique ²⁶	80,31	2,033	20	10	1920-1975	3

Organisme	Quantité, dates et nature des documents					
	textuels (ml)	iconogra- phiques	sonores et filmiques	microformes et autres	dates inclusives	nature
Jeunesse agricole catholique ²⁷	10,86	13	nil	nil	1937-1972	3
Ligue ouvrière catholique ²⁸	10,50	1,451	4	nil	1939-1981	1
Fédération interdiocésaine des gardes paroissiales du Canada ²⁹	4,43	1,538	nil	nil	1913-1991	3
Comité des fondateurs de l'Église du Canada ³⁰	15,17	841	509	nil	1942-2004	1
Sports et loisirs	94,74	5,081+	79	131	1907-1999+	3
Union canadienne des raquetteurs ³¹	1,60	nil	nil	nil	1907-1976	1
Fédération des scouts catholiques de la province de Québec ³²	61,37	4,269	2	20	1914-1999	3
Scouts catholiques du Canada ³³	29,69	712+	77	111	1919-1986+	3
Association canadienne des centres de loisir ³⁴	2,08	100	nil	nil	1960-1976	3
Associations professionnelles	124,56*+	6,015+	210	51	1902-2004	3
Association des médecins de langue française de l'Amérique du Nord ³⁵	98,76	5,000	200	nil	1902-2004	1
Association canadienne des bibliothécaires de langue française ³⁶	18,00*	?	nil	nil	1948-1974	1
Association canadienne de la radio et de la télévision de langue française ³⁷	?	nil	nil	nil	1951-1998	1
Cercle des femmes journalistes	2,28	1,000	nil	2	1951-1994	3
Association canadienne des rédacteurs agricoles de langue française ³⁸	2,80	nil	1	nil	1955-2003	1
Association canadienne des sociologues et anthropologues de langue française ³⁹	1,40	nil	nil	nil	1975-2000	1
Société canadienne de science politique ⁴⁰	1,84	15	9	49	1964-1990	1

Légende

« - » seul : indique que l'organisme existe toujours.

« - » terminant une date mise entre parenthèses : indique que l'année précise est inconnue.

« * » indique que le métrage linéaire inclut des mesures relatives à d'autres genres de documents.

« + » indique qu'une donnée est incomplète.

« ? » seul : indique qu'une date est inconnu(e) ou que la quantité de documents n'a pu être déterminée.

« ? » à la suite d'une date : indique que celle-ci est incertaine.

Dates d'existence :

- F = date de fondation
- C = date de cessation des activités

Notes

1. La date de fondation indiquée est celle de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, première association d'un mouvement patriotique qui allait s'étendre à Québec (1842), à Ottawa (1853) et, graduellement, partout à travers les régions francophones du Canada et de l'Amérique française. Ces associations n'ont jamais connu de direction centrale. Certains considèrent que l'existence formelle de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal ne remonte qu'à 1843, date des premiers procès-verbaux de l'organisation ; celle-ci fut par ailleurs incorporée en 1849.
2. Devenue l'Association de la jeunesse canadienne-française en 1952.
3. Fondé sous le nom de Comité permanent des congrès de la langue française en Amérique (1937), il devient successivement le Comité permanent de la survivance française en Amérique (1939), puis le Conseil de la vie française en Amérique (1952).
4. Devenue la Société des poètes du Québec en 1979.
5. La date de fondation indiquée est celle de l'incorporation de l'organisation.
6. Fondées sous le nom de Mouvement Hélicon, l'organisation prend le nom de Jeunesses musicales du Canada en 1950. Son siège social est actuellement à Montréal.
7. Incorporée en 1960, l'organisation est devenue successivement l'Association québécoise du jeune théâtre (1972), puis l'Association québécoise du théâtre amateur (1986), et enfin la Fédération québécoise du théâtre amateur (1995). L'organisation a présentement son siège social à Victoriaville.
8. L'organisation a été incorporée un an plus tard, en 1919.
9. Devenue l'Association francophone pour le savoir – Acfas en 2001.
10. L'organisation a été incorporée en 1952.
11. Fondé sous le nom de Société canadienne d'enseignement post-secondaire, il devient successivement la Société canadienne d'éducation des adultes (1952), puis l'Institut canadien d'éducation des adultes lors de son incorporation (1956), et enfin l'Institut de coopération pour l'éducation des adultes (2004).
12. L'organisation a été incorporée un an plus tard, en 1947.
13. Devenue l'Association canadienne d'éducation de langue française en 1968, l'organisation déménage son siège social à Québec dès 1949, un an après son incorporation en 1948.
14. Les lieux et dates indiqués sont ceux du Conseil supérieur du Canada, devenu en 1972 le Conseil national du Canada. L'organisation a présentement son siège social à Montréal.
15. Fondée sous le nom d'Association catholique des voyageurs de commerce du Canada, l'organisation est incorporée en 1921 et devient successivement l'Association professionnelle catholique des voyageurs de commerce du Canada (1938), puis l'Association professionnelle des voyageurs de commerce du Canada (1972).
16. Incorporée un an plus tard en 1941, l'organisation est devenue successivement l'Association Lacordaire et Sainte-Jeanne d'Arc du Canada (1957), puis l'Association Lacordaire du Canada (1966), et enfin Sobriété du Canada (1974).

Quantité :

- ml = mètre(s) linéaire(s)

Nature :

- le chiffre 1 indique que les archives trouvées proviennent de l'organisme central uniquement ;
- le chiffre 2 indique que les archives trouvées proviennent uniquement d'une ou plusieurs section(s) locale(s) et ne comportent pas de documents de l'organisme central ;
- le chiffre 3 indique que les archives trouvées proviennent de l'organisme central ainsi que d'une ou plusieurs section(s) locale(s).

Lieux de conservation :

- les chiffres indiqués se rapportent à la liste numérotée des centres d'archives et autres organismes consultés, présentée à l'annexe 2.

17. La date de fondation indiquée est celle de l'incorporation de l'organisation. Celle-ci est devenue successivement la Société Richelieu International (1966), puis Richelieu International (1970).
18. Fondée sous le nom d'Union Saint-Joseph d'Ottawa, l'organisation est incorporée en 1864 et devient successivement l'Union Saint-Joseph de la cité d'Ottawa (vers 1898), puis l'Union Saint-Joseph du Canada (1905), et enfin l'Union du Canada assurance-vie (1959).
19. La date de fondation indiquée est celle de l'incorporation de l'organisation. Fondée sous le nom de Société des artisans canadiens-français de la cité de Montréal, elle devient successivement la Société des artisans canadiens-français (1899), puis la Société des artisans (1946), et enfin Les Artisans, société coopérative d'assurance-vie (1972). L'organisation fusionne en 1980 avec Les Coopérants, compagnie mutuelle d'assurance-vie pour former Les Coopérants.
20. La date de fondation indiquée est celle de la première caisse populaire fondée à Lévis par Alphonse Desjardins, instigateur du mouvement coopératif qui allait bientôt s'étendre au-delà des frontières de la province parmi les groupes francophones du Canada et des États-Unis. Regroupées en fédérations régionales autonomes, les caisses n'ont jamais connu de direction nationale.
21. L'organisation a déménagé son siège social à Ottawa en 1989.
22. L'organisation a été incorporée un an plus tard, en 1947.
23. Une liste de ces congrégations religieuses est présentée à l'annexe 1. La date de fondation indiquée est celle de la Congrégation Notre-Dame, la plus ancienne établie en terre canadienne et toujours active durant la période étudiée.
24. Incorporée en 1947, l'organisation est devenue Chrétiens d'aujourd'hui en 1966.
25. Devenue Jeunesse en marche en 1965, l'organisation fusionne en 1973 avec l'Œuvre pontificale missionnaire des enfants pour former le Service Mond-Ami.
26. Devenue Jeunesse ouvrière chrétienne du Québec en 1982.
27. Devenue Jeunesse rurale catholique en 1960.
28. Incorporée en 1943, l'organisation est devenue successivement le Mouvement des travailleurs chrétiens (1965), puis le Mouvement des travailleuses et travailleurs chrétiens (1990).
29. Devenue la Fédération des gardes paroissiales inc. en 1973.
30. L'organisation a été incorporée en 1968.
31. Incorporée en 1953, l'organisation n'a plus de bureaux permanents depuis quelques années. Son siège social varie suivant le lieu de résidence du secrétaire en fonction; il est actuellement situé à Montréal.
32. L'organisation fusionne en 1980 avec la Fédération des guides du Québec pour former la Fédération québécoise du guidisme et du scoutisme, devenue Les Scouts du Québec en 1995.
33. Incorporée en 1964, l'organisation est devenue l'Association des scouts du Canada en 1969.
34. L'organisation a été incorporée en 1963; on ignore si elle existe toujours.
35. Incorporée en 1924, l'organisation est devenue l'Association des médecins de langue française du Canada en 1946. Son siège social est situé à Montréal depuis 1936.
36. L'organisation a été incorporée en 1960. Fondée sous le nom d'Association catholique des bibliothèques d'institutions, elle est devenue successivement l'Association canadienne des bibliothèques catholiques (1945), puis l'Association canadienne des bibliothécaires de langue française (1948), et enfin l'ASTED (Association pour l'avancement des sciences et des techniques de la documentation) en 1973.
37. L'organisation a son siège social à Montréal depuis son incorporation en 1968.
38. L'organisation a été incorporée un an plus tard, en 1956. Elle ne possède pas de bureaux permanents. Son siège social, toujours situé au Québec, varie suivant le lieu de résidence du secrétaire en fonction.
39. Fondée sous le nom d'Association canadienne des sciences de l'homme, elle devient successivement l'Association canadienne des anthropologues, psychologues sociaux et sociologues de langue française, puis l'Association canadienne des sociologues et anthropologues de langue française (1967), après le retrait des psychologues sociaux en 1965. Elle est incorporée en 1984 et son siège social est situé à Montréal.
40. Fondée sous le nom de Groupe de science politique du Canada français, elle devient successivement la Société canadienne de science politique lors de son incorporation (1963), puis la Société québécoise de science politique (1979).

ANNEXE 1

A. Organisations répondant aux critères et dont les archives n'ont pas été trouvées

- Association des chirurgiens-dentistes de langue française de l'Amérique du Nord
- Association des dactylographes du Canada (1916)
- Association des gardes-malades catholiques (1934)
(devenue l'Association des infirmières catholiques du Canada en 1944)
- Conseil national de la jeunesse canadienne-française (1958)
- Fédération des éclaireurs canadiens-français (1926)
- Jeunesse indépendante catholique (1935)
- Ligue de la presse catholique de langue française du Canada et des États-Unis (1910)
- Ordre des chevaliers de Champlain (1957)
- Ordre des dames Hélène de Champlain (1961)

B. Organisations dont on n'a pu établir la pertinence en regard des critères posés

- Association des journalistes canadiens-français
- Association des sculpteurs sur bois d'Amérique
- Fédération des guides catholiques de la province de Québec (1938)
- Fédération nationale des femmes canadiennes-françaises (1914)

C. Congrégations religieuses de fondation canadienne¹

1657 - Congrégation de Notre-Dame de Montréal

- enseignement élémentaire et secondaire
- Île-du-Prince-Édouard, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Écosse, Ontario, Québec
- Connecticut, Illinois, Maine, New York, Ohio, Rhode Island, Vermont

1737 - Sœurs grises de Montréal

- œuvres sociales, santé
- Alberta, Manitoba, Ontario, Québec, Saskatchewan, Territoires du Nord-Ouest
- Dakota, Massachusetts, Minnesota, New Hampshire, New Jersey, Ohio

1840 - Sœurs de la charité de l'Hôtel-Dieu de Saint-Hyacinthe

- soin des malades, œuvres sociales
- Manitoba, Québec
- Maine, New Hampshire, Rhode Island

1. Les noms des institutions religieuses connaissent de nombreuses variantes. Les formes qui figurent dans la présente liste ont été tirées du fichier d'autorité de la Bibliothèque nationale du Québec. On notera par ailleurs que malgré leur fondation antérieure à 1834, la Congrégation de Notre-Dame ainsi que les Sœurs grises de Montréal ont été retenues en raison de leur participation à l'expansion des congrégations religieuses au Canada et aux États-Unis. L'absence de congrégations masculines s'explique d'autre part par le fait que la majorité d'entre elles sont de fondation européenne et que les quelques congrégations de fondation canadienne ne correspondent pas aux critères recherchés.

- 1843 - Sœurs de la charité de la Providence (Montréal)
- œuvres sociales, santé, enseignement
 - Alberta, Colombie-Britannique, Manitoba, Nouveau-Brunswick, Ontario, Québec, Saskatchewan, Territoires du Nord-Ouest, Yukon
 - Alaska, Californie, Idaho, Illinois, Montana, New Jersey, Oregon, Washington
- 1843 - Sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie (Montréal)
- éducation
 - Manitoba, Ontario, Québec
 - Californie, Floride, Michigan, New York, Oregon, Washington
- 1845 - Sœurs de la charité d'Ottawa
(congrégation connue sous le nom de Sœurs grises de la Croix de 1882 à 1968)
- œuvres sociales, enseignement
 - Alberta, Ontario, Québec
 - Louisiane, Massachusetts, New York
- 1848 - Sœurs de miséricorde (Montréal)
- crèches
 - Alberta, Ontario, Québec, Territoires du Nord-Ouest
 - Californie, Illinois, Maine, Massachusetts, New York, Wisconsin
- 1849 - Sœurs de la charité de Québec
- œuvres sociales, santé, enseignement
 - Île-du-Prince-Édouard (1920-1930), Québec
 - Massachusetts
- 1850 - Sœurs de Sainte-Anne (Montréal)
- enseignement
 - Colombie-Britannique, Ontario, Québec, Yukon
 - Alaska, Maine, Massachusetts, New York, Rhode Island, Washington (jusqu'en 1950)
- 1850 - Sœurs du Bon-Pasteur de Québec
- œuvres sociales, enseignement
 - Colombie-Britannique, Ontario, Québec, Yukon
 - Maine, Massachusetts, Tennessee
- 1853 - Sœurs de l'Assomption de la Sainte-Vierge (Nicolet)
- enseignement
 - Alberta, Ontario, Québec, Saskatchewan
 - Connecticut, Massachusetts, New Hampshire, New York, Rhode Island
- 1857 - Petites filles de Saint-Joseph (Montréal)
- fabrication d'ornements sacerdotaux
 - Alberta, Ontario, Québec
 - Washington
- 1861 - Sœurs adoratrices du Précieux-Sang (Saint-Hyacinthe)
- vie contemplative
 - Alberta, Colombie-Britannique, Île-du-Prince-Édouard, Manitoba, Ontario, Québec, Saskatchewan

- Maine, New Hampshire, New York, Oregon
- 1874 - Petites sœurs de la Sainte-Famille (Memramcook, Nouveau-Brunswick)
(congrégation transférée à Sherbrooke en 1895)
- entretien ménager dans les collèges, séminaires et évêchés
 - Manitoba, Nouveau-Brunswick, Ontario, Québec, Saskatchewan
 - Californie, Illinois, Maine, Maryland, Massachusetts, New York, Pennsylvanie, Washington (D.C.)
- 1877 - Sœurs de Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe
- enseignement (écoles paroissiales)
 - Manitoba, Québec, Saskatchewan
 - New Hampshire
- 1883 - Sœurs de Sainte-Marthe (Saint-Hyacinthe)
- entretien ménager dans les établissements de prêtres (séminaires, évêchés, maisons d'éducation)
 - Manitoba, Ontario, Québec
 - Illinois, Massachusetts, New Hampshire, Vermont
- 1886 - Sœurs grises nicolétaines (Nicolet)
(congrégation devenue la Province de Nicolet des Sœurs grises de Montréal en 1941)
- œuvres sociales
 - Alberta, Ontario, Québec, Saskatchewan
- 1887 - Sœurs dominicaines de l'Enfant-Jésus (Québec)
- entretien ménager des bâtiments de prêtres et soin des prêtres malades
 - Nouveau-Brunswick, Québec, Saskatchewan (jusqu'en 1940)
- 1891 - Petites franciscaines de Marie
(congrégation fondée en 1889 à Worcester, Massachusetts; établie à Baie-Saint-Paul en 1891)
- hospices, orphelinats, écoles
 - Alberta (jusqu'en 1940), Québec
 - Maine, Massachusetts, Oregon (jusqu'en 1930)
- 1892 - Sœurs de Notre-Dame du Perpétuel-Secours (Saint-Damien-de-Buckland)
- hospices, orphelinats
 - Ontario (jusqu'en 1950), Québec
- 1895 - Congrégation des servantes de Jésus-Marie (Masson)
(congrégation transportée à Hull en 1902)
- vie contemplative
 - Ontario, Québec
- 1902 - Institut des Sœurs missionnaires de l'Immaculée-Conception (Montréal)
- missions en Asie, Afrique, Amérique latine
 - Colombie-Britannique, Nouveau-Brunswick, Ontario, Québec
- 1904 - Sœurs antoniennes de Marie, reine du clergé (Chicoutimi)
- entretien ménager des séminaires, enseignement élémentaire pour candidats éventuels à la prêtrise

- Ontario, Québec
 - Illinois, Maine, Massachusetts, Pennsylvanie
- 1921 - Sœurs de Notre-Dame-Auxiliatrice (Mont-Laurier)
(congrégation transférée en Abitibi en 1937)
- éducation, orphelinats, hospices, service des maisons religieuses, soin des malades
 - Nouveau-Brunswick, Ontario, Québec, Saskatchewan
- 1929 - Servantes de Notre-Dame, reine du clergé (Lac-au-Saumon)
- entretien ménager
 - Nouveau-Brunswick, Ontario, Québec
 - Maine, Massachusetts, New Hampshire, Rhode Island

ANNEXE 2

CENTRES D'ARCHIVES ET AUTRES ORGANISMES CONSULTÉS

I – RÉPARTITION PAR RÉGIONS

A. Ottawa

1. Archives nationales du Canada
2. Centre de recherche en civilisation canadienne-française

B. Montréal et région : principaux centres d'archives (sauf centres régionaux des ANQ)

3. Bibliothèque nationale du Québec (Montréal)
4. Bibliothèque publique juive (Montréal)
5. Centre canadien d'architecture (Montréal)
6. Centre d'histoire de Saint-Hyacinthe inc.
7. Centre d'histoire La Presqu'île (Vaudreuil-Dorion)
8. Centre de recherche Lionel-Groulx (Montréal)
9. Centre régional d'archives de Lanaudière (L'Assomption)
10. Congrès juif canadien (Montréal)
11. École des Hautes Études Commerciales (Montréal)
12. Hydro-Québec (Montréal)
13. Musée McCord d'histoire canadienne (Montréal)
14. Société d'histoire de la Haute-Yamaska (Granby)
15. Société historique Pierre-de-Saurel inc. (Sorel)
16. Université Concordia (Montréal)
17. Université de Montréal
18. Université du Québec à Montréal
19. Université McGill (Montréal)
20. Ville de Montréal

C. Montréal et région : autres services d'archives et sociétés d'histoire

21. Archevêché de Montréal
22. Archives populaires de Pointe-Saint-Charles (Montréal)

23. Association des amis et propriétaires de maisons anciennes du Québec (Montréal)
24. Atelier d'histoire de la Longue-Pointe (Montréal)
25. Atelier d'histoire de Pointe-aux-Trembles (Montréal)
26. Atelier d'histoire Hochelaga-Maisonneuve (Montréal)
27. Centre d'histoire de Montréal
28. Centre de documentation Marius Barbeau (Montréal)
29. Château Ramesay (Montréal)
30. Comité de préservation du couvent de la Présentation-de-Marie (Saint-Césaire)
31. Fondation Historica (Montréal)
32. Jardin botanique de Montréal
33. Maison Saint-Gabriel (Montréal)
34. Pointe-à-Callière, musée d'archéologie et d'histoire de Montréal
35. Société d'histoire d'Outremont (Montréal)
36. Société d'histoire de Belœil-Mont-Saint-Hilaire
37. Société d'histoire de Côteau-du-Lac
38. Société d'histoire de Cowansville
39. Société d'histoire de la Côte-des-Neiges (Montréal)
40. Société d'histoire de la seigneurie de Chambly
41. Société d'histoire de la Vallée du Richelieu (Chambly)
42. Société d'histoire de Lachine (Montréal)
43. Société d'histoire de Montarville (Longueuil)
44. Société d'histoire de Pointe-Saint-Charles (Montréal)
45. Société d'histoire de Saint-Basile-le-Grand
46. Société d'histoire de Saint-Hubert (Longueuil)
47. Société d'histoire des Îles-Percées (Longueuil)
48. Société d'histoire des Quatre Lieux (Rougemont)
49. Société d'histoire des Riches-Lieux (Saint-Denis-sur-Richelieu)
50. Société d'histoire et de généalogie de l'Île-Jésus (Laval)
51. Société d'histoire et de généalogie de Montréal-Nord
52. Société d'histoire et de généalogie de Salaberry (Salaberry-de-Valleyfield)
53. Société d'histoire et de généalogie de Verdun (Montréal)
54. Société d'histoire régionale de Saint-Hyacinthe
55. Société d'histoire Rosemont-Petite-Patrie (Montréal)
56. Société de conservation du patrimoine vétérinaire québécois (Saint-Hyacinthe)
57. Société de la Seigneurie de Monnoir (Marieville)
58. Société découverte et sauvegarde du patrimoine de l'Ouest-de-l'île (Montréal)
59. Société du patrimoine d'Anjou (Montréal)
60. Société du patrimoine de Boucherville (Longueuil)
61. Société historique Cavelier-de-LaSalle (Montréal)
62. Société historique de Dorval (Montréal)
63. Société historique de La Prairie de La Magdeleine (La Prairie)
64. Société historique de la Vallée de la Châteauguay (Howick)

65. Société historique de Montréal
66. Société historique de Rivière-des-Prairies (Montréal)
67. Société historique de Saint-Henri inc. (Montréal)
68. Société historique de Westmount (Montréal)
69. Société historique du Marigot (Longueuil)
70. Société historique et culturelle de Saint-Antoine-sur Richelieu
71. Société patrimoine et histoire de l'île-Bizard (Montréal)
72. Société pour la sauvegarde du patrimoine de Pointe-Claire (Montréal)

D. Ville de Québec

73. Archevêché de Québec
74. Archives nationales du Québec (réseau)
 - 74-A Centre de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec
 - 74-B Centre de l'Estrie
 - 74-C Centre de l'Outaouais
 - 74-D Centre de la Côte-Nord
 - 74-E Centre de la Mauricie et du Centre-du-Québec
 - 74-F Centre de Montréal
 - 74-G Centre de Québec
 - 74-H Centre du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
 - 74-I Centre du Saguenay-Lac-Saint-Jean
75. Musée de la civilisation (Archives du Séminaire de Québec)
76. Université du Québec (constituantes autres que l'UQAM)
77. Université Laval
78. Ville de Québec

E. Autres régions du Québec

79. Archives de la Compagnie de Jésus, province du Canada français (Saint-Jérôme)
80. Centre d'archives de la MRC du Domaine-du-Roy (Roberval)
81. Centre d'archives régional de Portneuf inc. (Deschambault)
82. Centre d'archives régional des Îles (Étang-du-Nord)
83. Centre de recherche des Cantons de l'Est (Lennoxville)
84. Centre régional d'archives de l'Outaouais (Gatineau)
85. Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec (Lévis)
86. Corporation du Centre d'archives régional de Charlevoix (Baie-Saint-Paul)
87. Desjardins Sécurité financière (Lévis)
88. Musée de la Gaspésie (Gaspé)
89. Séminaire de Nicolet
90. Séminaire de Sherbrooke
91. Séminaire Saint-Joseph (Trois-Rivières)
92. Société d'archives Sagamie inc. (Saguenay)
93. Société d'histoire d'Amos
94. Société d'histoire de Roberval
95. Société d'histoire de Sherbrooke
96. Société d'histoire du Lac-Saint-Jean (Alma)

- 97. Société d'histoire du Témiscamingue (Ville-Marie)
- 98. Société d'histoire et de généalogie Maria-Chapdelaine (Dolbeau-Mistassini)
- 99. Société d'histoire régionale de Chibougamau
- 100. Société des archives historiques de la région de l'amiante (Thetford Mines)
- 101. Société du patrimoine des Beaucerons (Saint-Joseph-de-Beauce)
- 102. Société historique de la Côte-du-Sud (La Pocatière)
- 103. Société historique de la Côte-Nord (Baie-Comeau)

II – RÉPARTITION PAR TYPES D'ÉTABLISSEMENT

- A. Organismes gouvernementaux (niveaux national et provincial)
1, 3, 12, 74
- B. Organismes gouvernementaux (niveaux régional et local)
20, 32, 78
- C. Établissements d'enseignement
11, 16-19, 76, 77, 89-91
- D. Établissements religieux
21, 73, 79
- E. Centres de recherche / centres de documentation
2, 4, 5, 8-10, 28, 80-84, 86, 92, 100, 101
- F. Sociétés d'histoire
6, 7, 14, 15, 22-26, 30, 31, 35-72, 93-99, 102, 103
- G. Musées et sites historiques
13, 27, 29, 33, 34, 75, 88
- H. Entreprises
85, 87

CONCLUSION

Compte tenu de l'ampleur de la recherche qui nous avait été confiée et des modestes ressources dont nous disposions, nous estimons avoir réussi, sinon à dresser un inventaire exact, du moins à donner une idée assez juste de l'étendue et de la situation des archives des institutions dont l'existence et le rayonnement ont témoigné de l'importance et de la vitalité du Canada français sur le continent nord-américain durant près d'un siècle et demi. Sans prétendre à l'exhaustivité, nous croyons en effet avoir recensé la plupart des principales associations et sociétés qui ont constitué le réseau institutionnel canadien-français durant la période étudiée, et avoir repéré les principaux lieux de conservation de leurs archives au Québec et à Ottawa.

En examinant la nature et l'histoire des institutions elles-mêmes, une première observation s'impose : la grande diversité des champs d'activités investis par ces organisations et le rôle prépondérant joué par l'Église catholique dans leur création et leur expansion. Ainsi se trouve confirmée l'opinion généralisée d'une Église omniprésente, exerçant une influence dominante dans la définition des valeurs et des buts de la société canadienne-française, grâce, en partie du moins, aux infrastructures dont elle est la seule, hormis l'État, à disposer sur l'ensemble du territoire canadien.

Langue et religion étant alors indissociables, beaucoup de ces organisations étaient fondées dans le but explicite de promouvoir ou de défendre le caractère catholique et français de la société canadienne-française ; c'est le cas notamment des organisations patriotiques et d'action catholique, de certaines œuvres sociales et caritatives, et de plusieurs institutions liées aux secteurs économique et financier ainsi qu'au domaine des sports et des loisirs. D'autres institutions étaient pour leur part destinées à servir prioritairement de lieux de rencontre et de discussion où tout se passerait en français, telles les associations professionnelles et les associations liées aux arts, aux lettres, aux sciences et à l'éducation.

Les mouvements de jeunesse en particulier, comme l'ACJC, l'action catholique spécialisée et le scoutisme, ont joué un rôle considérable dans la définition et le développement d'une identité canadienne-française. Le plus souvent parrainés par un clergé aussi intéressé qu'efficace, ces mouvements ont été des pépinières de leaders pour la société canadienne-française et la future société québécoise.

Soulignons enfin que Montréal a été le vivier par excellence des organisations canadiennes-françaises et que, s'il en était besoin, elle fournit de ce fait une preuve supplémentaire de son dynamisme et de sa créativité ; l'Université Laval a été pour sa part l'institution associée au plus grand nombre de sociétés et d'associations actives durant la période.

Quant aux archives produites par ces institutions, nous pouvons attester qu'elles ont pour la plupart bien traversé l'épreuve du temps, comme en font foi les données recueillies et consignées dans les deux tableaux. Nous espérons que celles-ci permettront aux chercheurs de mesurer avec assez de précision les possibilités matérielles d'exploitation des documents, de même qu'elles leur éviteront, croyons-nous, bien des démarches inutiles.

Même si les limites de notre recherche ne nous permettent pas, par ailleurs, de préciser la nature et la portée exactes du contenu de ces archives ni d'en déterminer le potentiel de recherche véritable, nous pouvons néanmoins affirmer que celles-ci constituent de remarquables sources de première main, souvent encore largement inexploitées.

Que les éventuels chercheurs intéressés à l'histoire du Canada français n'oublient toutefois pas la grande richesse des fonds d'archives des individus qui ont marqué l'époque et dont il n'a pas été tenu compte dans la présente recherche. En effet, les fonds de personnalités telles que Lionel Groulx, le frère Marie-Victorin, Alphonse Desjardins, André Laurendeau et François-Albert Angers, pour n'en nommer que quelques-unes, s'avéreront de précieux compléments aux archives des institutions recensées ici. Les chercheurs auront aussi tout avantage à étendre le champ de leur investigation au-delà des limites de notre propre recherche, en consultant, s'il s'en trouve, les archives locales ou régionales de ces institutions qui sont conservées sur les territoires autres que celui du Québec et de la ville d'Ottawa.

En terminant, nous croyons pouvoir dire que, d'un point de vue historique, les sociétés et les associations que le Canada français s'est données et qui l'ont façonné se révèlent être le miroir d'une société partagée entre d'une part, un besoin impérieux d'assurer sa conservation et d'autre part, la conscience de la nécessité, non moins irrésistible,

de s'ouvrir au monde extérieur. Par la survivance des unes et la disparition des autres, ces institutions sont également le fidèle reflet des ruptures et des continuités qui n'ont cessé de jalonner l'histoire des sociétés canadienne-française et québécoise.

Sur le plan archivistique enfin, les résultats de notre recherche témoignent du remarquable développement du réseau archivistique québécois depuis les trente dernières années. Sans ce développement en effet, il nous aurait été extrêmement difficile, voire impossible, d'effectuer nos recherches, et de nombreuses archives seraient sans nul doute aujourd'hui disparues. Nous avons été à même d'en constater les bienfaits, que ce soit dans l'amélioration sensible de la formation des personnes engagées dans le traitement et dans la préservation des archives, ou dans la tendance accrue des producteurs de documents à confier leurs archives à des centres spécialisés, ou encore dans la prise en charge des régions en matière de conservation et de diffusion de leurs archives (réseau des Archives nationales du Québec, services d'archives privées agréés).

Grâce à l'Internet, nous avons également pu bénéficier des formidables avantages que procure aujourd'hui l'introduction généralisée de l'informatique dans le traitement et la diffusion des archives, par la consultation à distance de plusieurs instruments de recherche conventionnels ou sous forme de bases de données. Tous ces récents développements constituent pour la communauté archivistique un réel encouragement à poursuivre ses efforts de normalisation, à promouvoir la mise en commun des ressources et à favoriser le partage des connaissances et des compétences, pour le plus grand bénéfice des chercheurs et des utilisateurs des archives.

François Dumas	Archiviste Centre de recherche Lionel-Groulx
Louis Garon	Archiviste
Marie Léveillé	Archiviste principale Centre de recherche Lionel-Groulx

NOTES

1. Lionel Groulx (Collège de Valleyfield); Émile Chartier (Séminaire de Saint-Hyacinthe); Samuel Bellavance (Collège Sainte-Marie). Groulx et Chartier étaient attirés par le catholicisme social de l'Association catholique de la jeunesse française, Bellavance, par la question nationale.
2. Renseignement tiré du site Internet du Conseil de la vie française en Amérique.
3. La Société des artisans devient en 1972 une compagnie mutuelle d'assurance-vie et complète sa fusion avec Les Coopérants, compagnie mutuelle d'assurance-vie, au mois d'octobre 1981. La mutuelle-vie Les Coopérants cesse ses affaires au Québec le 3 janvier 1992 pour cause de faillite. Desjardins
4. Fédération des sociétés diocésaines de colonisation (Fédération des sociétés de colonisation de la province de Québec), Union catholique des cultivateurs, Comité de la survivance française (Conseil de la vie française en Amérique), Jeunesse agricole catholique du Canada, Corporation des agronomes du Québec, L'aide à la colonisation, Association d'éducation de l'Ouest canadien, Association canadienne-française d'éducation de l'Ontario et Fédération des sociétés Saint-Jean-Baptiste du Québec. La liste de ces organismes est tirée d'une lettre adressée

par la Société canadienne d'établissement rural au Comité de la survivance française (dossier P52-09A/1577-01, Fonds Conseil de la vie française en Amérique).

5. Les renseignements portant sur les premières années de l'ACSALF ont été recueillis dans le fonds Jean-Charles Falardeau conservé aux Archives de l'Université Laval.

BIBLIOGRAPHIE

Note : lorsque aucune référence bibliographique n'apparaît dans le texte, cela signifie que nous avons puisé directement les renseignements dans les fonds eux-mêmes, dans les descriptions qui en ont été faites par les services d'archives ou encore auprès des associations.

A. Fonds d'archives

ARCHIVES DE L'UNIVERSITÉ LAVAL. Fonds Jean-Charles Falardeau, dossier P126/C7,12. Ce dossier contient tous les renseignements donnés à propos de l'Association canadienne des sociologues et anthropologues de langue française.

ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC, MONTRÉAL. Fonds Ludger Duvernay, document 225. Ce document contient la liste des toasts portés au banquet du 24 juin 1837.

MUSÉE DE LA CIVILISATION. Fonds du Séminaire de Québec. Nous y avons trouvé des renseignements sur l'Association professionnelle catholique des voyageurs de commerce du Canada.

B. Études

ACELF. 1967. *Actes du vingtième congrès de l'Association canadienne des éducateurs de langue française, Ottawa, Ontario 21 au 25 août 1967*. Éditions de l'ACELF.

Almanach du peuple. 1906. Montréal, Librairie Beauchemin.

Almanach des Sociétés Saint-Jean-Baptiste du Canada et des États-Unis. 1884. Montréal, J.-B. Rolland.

BARBEAU, Victor. 1944. *Société des écrivains canadiens. Ses règlements, son action. Bibliographie de ses membres*. Montréal, La Société des Écrivains Canadiens.

CHABOT, Mélanie. C2002. *L'éducation des adultes au Québec (1930-1980). Témoignages*. Institut canadien d'éducation des adultes.

CLÉMENT, Gabriel. 1972. *Histoire de l'Action catholique au Canada français. Annexe au rapport de la Commission d'étude sur les laïcs et l'Église*. Montréal, Fides.

CYR, ROGER. 1964. *La Patente*. Montréal, Éditions du Jour.

DESJARDINS, Édouard. 1971. Et avant l'ACFAS il y eut la SPASLAC. *L'Union médicale du Canada*. 100, 1402-1406.

GRENIER, Guy. 2002. *100 ans de médecine francophone. Histoire de l'Association des médecins de langue française du Canada*. Montréal, Éditions Multi-Mondes.

GUAY, Donald. 1997. *La conquête du sport : le sport et la société québécoise au XIX^e siècle; préface de Jacques Mathieu*. Outremont, Québec, Lanctôt.

- HAMELIN, Jean, et Nicole GAGNON. 1984a. *Le XX^e siècle. Tome 1. 1898-1940. Volume III de Histoire du catholicisme québécois*, Nive Voisine directeur. Montréal, Boréal.
- HAMELIN, Jean. 1984b. *Le XX^e siècle. Tome 2. De 1940 à nos jours. Volume III de Histoire du catholicisme québécois*, Nive Voisine directeur. Montréal, Boréal.
- LALIBERTÉ, G. Raymond. C1983. *Une société secrète : l'Ordre de Jacques-Cartier*. Montréal, Hurtubise HMH.
- LECLERC, Charles. 1939. *L'Union St-Joseph du Canada. Son histoire, son œuvre, ses artisans*. Ottawa, L'Union Saint-Joseph du Canada.
- LEFEBVRE, Gilles. 1999. *Terre des jeunes. Le premier demi-siècle des Jeunesses musicales du Canada et du Centre d'Arts Orford*. Propos recueillis par Patrice Dansereau. Montréal, Fides.
- MAGNAN, C.-J. 1931. *Historique de la Société de Saint-Vincent de Paul au Canada*. Québec, Imprimerie Le Soleil.
- MARTEL, Marcel. c1998. *Le Canada français : récit de sa formulation et de son éclatement, 1850-1967*. Ottawa, La Société historique du Canada. Collection (Les groupes ethniques du Canada ; brochure n° 24)
- QUÉBEC (Province). *Statuts de la Province de Québec*. Québec : Imprimeur de Sa Majesté le Roi, 1925.
- RENAUD, Laurier. C1972. *La fondation de l'A.C.J.C. : l'histoire d'une jeunesse nationaliste* ; préface de Jean-Paul Simard. Jonquière, Presses Collégiales de Jonquière.
- RUMILLY, Robert. 1975. *Histoire de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal. Des Patriotes au Fleurdelisé 1834-1948*. Montréal, Les Éditions de l'aurore.
- SAVARD, Pierre. 1983. L'implantation du scoutisme au Canada français. *Les cahiers des Dix* 43 : 207-262.
- SYLVAIN, Philippe, et Nive VOISINE. 1991. *Réveil et consolidation. Tome 2. 1840-1898. Volume II de Histoire du catholicisme québécois*, Nive Voisine directeur. Montréal, Boréal.
- TANGHE, Raymond. 1962. *L'École de bibliothécaires de l'Université de Montréal, 1937-1962*. Montréal, Fides.
- VEILLEUX, Renée, et Céline DESCHÊNES. 1994. *Dans les sentiers de l'amitié. Richelieu International : 1944-1994*. Mont-Joli, Club Richelieu Mont-Joli.
- VILLE DE QUÉBEC. 1997. *Répertoire numérique simple du fonds privé du Conseil de la vie française en Amérique*.